

N° DP 24/434

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 10 000 € A L'ASSOCIATION "TVT INNOVATION" POUR L'ORGANISATION DE L'EDITION 2024 DE LA "JOURNEE MER ET DEFENSE" PAR LE POLE MER MEDITERRANEE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission « Attractivité Economique et Développement Numérique » du 4 avril 2024,

CONSIDERANT la demande du Pôle Mer Méditerranée pour l'octroi d'une subvention de Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 10 000 € pour l'organisation de la « Journée Mer et Défense » 2024 sur le territoire de la Métropole TPM,

CONSIDERANT que les objectifs de cet évènement sont de développer l'économie bleue/défense en structurant ses filières, en promouvant les innovations de ses acteurs économiques et académiques et de faire rayonner le tissu technologique de la Métropole TPM et de la région,

CONSIDERANT qu'en 2023, la première édition de la « Journée Mer et Défense » dont le thème était les « Systèmes autonomes – de la surveillance à l'intervention – des fonds marins à la surface » a réuni, à Toulon, près de 300 participants, 28 exposants, des tables rondes et des interventions de haut niveau,

CONSIDERANT que le pôle a décidé de renouveler cette manifestation en 2024 et qu'elle se tiendra le 13 juin, au Palais Neptune de Toulon,

CONSIDERANT que le thème, en phase avec les politiques régionales et le plan France 2030, sera : « Les systèmes autonomes : détecter, identifier, réagir » et que cette édition pourrait accueillir 250 participants environ,

CONSIDERANT la convention de subventionnement ci-jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ALLOUER à l'association « TVT INNOVATION » une subvention de 10 000 € pour l'organisation de l'édition 2024 de la « Journée Mer et Défense » par le Pôle Mer Méditerranée sur le territoire de la Métropole TPM.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe selon lesquels « TVT INNOVATION » s'engage notamment à communiquer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée le bilan de cette action.

ARTICLE 3

DE SIGNER cette convention.

ARTICLE 4

D'INSCRIRE le montant de la subvention au budget principal 2024, article 65748, opération 2121.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



2005 JAN 9 5



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

ET

**L'ASSOCIATION « TVT INNOVATION »
AU TITRE DE L'ORGANISATION DE LA « JOURNEE MER ET DEFENSE » 2024
PAR LE POLE MER MEDITERRANEE**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9 représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision Président n° DP du 2024,

ci-après désignée La Métropole,

ET

L'association TVT Innovation, agissant au nom du Pôle Mer Méditerranée ayant son siège au Technopôle de la Mer – 93 rue Forum de la Méditerranée – 83190 OLLIOULES, représentée par le président du Pôle Mer Méditerranée, Laurent MOSER, désignée ci-après TVT Innovation, habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés,

ci-après désignée L'Association,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Les objectifs de la « Journée Mer et Défense » sont de développer l'économie bleue/défense en structurant ses filières, en promouvant les innovations de ses acteurs économiques et académiques et de faire rayonner le tissu technologique de la Métropole et de la région.

En 2023, la première édition de cet évènement dont le thème était les « Systèmes autonomes – de la surveillance à l'intervention – des fonds marins à la surface » a réuni, à Toulon, près de 300 participants, 28 exposants, des tables rondes et des interventions de haut niveau.

Le Pôle a décidé de renouveler cette manifestation en 2024 et qui se tiendra donc le 13 juin, au Palais Neptune de Toulon.

Le thème, en phase avec les politiques régionales et le plan France 2030, sera : « Les systèmes autonomes : détecter, identifier, réagir ».

Cette édition a pour objectif d'accueillir environ 250 participants.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini à l'article 3 que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Article 2 – Date d'effet et durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa notification et prendra fin à la date du mandatement du solde.

La présente convention est conclue pour l'année 2024 à compter de la signature de celle-ci.

Article 3 - Engagements de l'association

L'Association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs suivants pour l'édition 2024 de la « Journée MER et DEFENSE » qui se tiendra sur le territoire de la Métropole :

- **Faire la promotion des nouveaux produits et des nouveaux services** développés par les acteurs locaux dans le domaine de la Mer et de la Défense **l'économie bleue en structurant ses filières** : la région dispose d'un écosystème exceptionnel d'acteurs économiques et académiques qui ont développé des innovations qui ont conduit à des nouveaux produits et services dont le Pôle fait la promotion ;
- **Faire rayonner le territoire régional bien au-delà de ses frontières**, favoriser l'émergence et/ou la consolidation de projets structurants sur le territoire et la construction d'un environnement économique régional attractif et innovant à l'occasion de cet événement ;
 - Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
 - Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
 - Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
 - Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les

principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Article 4 – Engagements de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association TVT Innovation, agissant au nom du Pôle Mer Méditerranée à hauteur de 10.000 euros pour l'organisation de la Journée MER et DEFENSE conformément au budget prévisionnel joint à la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024, fonction 61, opération 2121, article 65748.

Le concours de la Métropole apporté à la réalisation du projet porte sur 20 % du montant total des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

Article 5 – Modalités de versement de la subvention

La participation financière de 10.000 euros sera versée à l'association TVT INNOVATION selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit 7.000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 3.000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ☒ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable, bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier recommandé avec avis de réception.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 6 – Obligations financières et comptables de l'association

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

Article 7 – Contrôles par les services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Article 8 - Evaluation de l'action,

Les parties s'engagent mutuellement à procéder, en fin d'exercice, à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : *nombre de visiteurs, nombre d'entreprises exposantes.*
- Qualitatifs : *satisfaction des entreprises.*

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires

Article 9 – Sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : Renouvellement

La convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : Assurance et responsabilités

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : Politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux de sept pages chacun

A Toulon, le

Pour TVT Innovation

Pour Toulon Provence Méditerranée

Le Président
Pôle Mer Méditerranée
Laurent MOSER

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

Charges

Produits

	Comptes
60 - ACHATS	93,00 € TTC
Achats matières et fournitures	93,00 €
Autres fournitures	
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	24 164,00 € TTC
Locations	1 278,00 €
Entretien et réparation	640,00 €
Assurance	187,00 €
Documentation	22 059,00 €
Précisions	Sous-traitance et manifestations
62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	8 716,00 € TTC
Rémunérations intermédiaires et honoraires	336,00 €
Publicité, publication	36,00 €
Déplacements, missions	8 032,00 €
Services bancaires, autres	312,00 €
63 - IMPÔTS ET TAXES	127,00 € TTC
Impôts et taxes sur rémunération	
Autres impôts et taxes	127,00 €
64 - CHARGES DE PERSONNEL	16 739,00 € TTC
Rémunération des personnels	16 739,00 €
Charges sociales	
Autres charges de personnel	
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00 € TTC

	Liens financiers
70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	40 000,00 €
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	40 000,00 €
73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	0,00 €
Dotations et produits de tarification	
74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	10 022,00 €
Etat (précisez le(s) ministères, directions ou services déconcentrés sollicités *)	0,00 €
Métropole TPM *	10 000,00 €
Conseil(s) Régional(aux) *	22,00 €
Précisions	Région SUD et OCCITANIE
Conseil(s) Départemental(aux) *	0,00 €
Communes *	0,00 €
Communauté de communes ou d'agglomération *	0,00 €
Organismes sociaux (CAF, etc) Détailler *	0,00 €
Fonds européens (FSE, FEDER, etc) *	0,00 €
L'agence de services et de paiement (emplois aidés) *	0,00 €
Autres établissements publics *	0,00 €
Aides privées (fondation) *	0,00 €
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	6,00 €
756 - Cotisations	6,00 €
758 - Dons manuels	

Autres charges de gestion courante	
66 - CHARGES FINANCIÈRES	77,00 € TTC
Charges financières	77,00 €
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00 € TTC
Charges exceptionnelles	
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	112,00 € TTC
Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	112,00 €
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (IS), PARTICIPATION DES SALARIÉS	0,00 € TTC
Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés	
86 - EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0,00 € TTC
860 - Secours en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	
862 - Prestations	
TOTAL CHARGES 50 028,00 € TTC	
Compléments précisions charges	

76 - PRODUITS FINANCIERS	0,00 €
Produits financiers	
77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00 €
Produits exceptionnels	
78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0,00 €
Reprise sur amortissements et provisions	
79 - TRANSFERT DE CHARGES	0,00 €
Transfert de charges	
87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0,00 €
870 - Bénévolat	
871 - Prestations en nature	
875 - Dons en nature	
TOTAL PRODUITS 50 028,00 €	
Compléments précisions produits	

